

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/CHN/42
G/SCM/Q1/CHN/42
19 avril 2004

(04-1732)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions complémentaires posées par les ÉTATS-UNIS¹
au sujet de la notification de la CHINE²

La communication ci-après, datée du 16 avril 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

Question A

La Chine indique que l'importateur qui voudrait obtenir réparation à la suite d'un différend sur le classement de marchandises importées et/ou d'une erreur dans le montant des droits perçus par les douanes chinoises devrait déposer sa demande "de réexamen auprès de l'organe administratif compétent". Dans une situation comme celle dont il s'agit plus haut, quel serait le service ou organisme considéré comme "l'organe administratif compétent" le plus approprié?

Réponse

Conformément à la Loi sur les réexamens administratifs de la République populaire de Chine, "l'organe administratif compétent" désigne normalement l'organe administratif placé juste au-dessus de celui qui prend les mesures administratives spécifiques en question.

Question B

Veillez expliquer sur quoi se fonde l'obligation faite aux parties de communiquer automatiquement des données sur les ventes aux pays tiers, même dans les cas où la Chine a

¹ G/ADP/Q1/CHN/36-G/SCM/Q1/CHN/36.

² Ces questions concernent les textes réglementaires notifiés par la Chine dans le document G/ADP/N/1/CHN/2 et Suppl.1 (11 septembre 2002). Les questions initialement posées par les États-Unis figuraient dans le document G/ADP/Q1/CHN/14-G/SCM/Q1/CHN/14 (11 avril 2003). En posant des questions supplémentaires, les États-Unis ont relevé que leurs questions initiales numérotées de 22 à 38 étaient restées sans réponse dans le document G/ADP/Q1/CHN/24-G/SCM/Q1/CHN/24 (12 septembre 2003). La Chine a répondu à ces questions dans le document G/ADP/Q1/CHN/33-G/SCM/Q1/CHN/33 (24 octobre 2003), et c'est à ces réponses que renvoient les questions complémentaires posées ici.

précédemment déterminé que les conditions mises par l'article 2.2 à l'utilisation de ces données n'étaient pas réunies.

Réponse

Les six mois qui précèdent la demande de remboursement et la durée de l'enquête initiale ne recouvrent pas la même période. Le fait que le prix à l'exportation vers un pays tiers ne serve pas de base pour déterminer la valeur normale au cours de l'enquête initiale n'affecte pas la détermination de la valeur normale dans la demande de remboursement. Dans les cas où une telle demande est motivée par des changements dans la situation du marché, il est possible d'utiliser le prix à l'exportation vers un pays tiers pour déterminer la valeur normale.

Question C

La Chine pourrait-elle préciser si le terme "exportation effective" désigne les marchandises qui sont arrivées en Chine? La Chine procédera-t-elle à un réexamen pour nouveaux exportateurs sur la base d'une vente à la Chine lorsque la marchandise y a été exportée mais n'est pas encore entrée sur son territoire douanier?

Réponse

L'expression "exportation effective" signifie que les marchandises exportées sont effectivement arrivées en Chine. Pour qu'il y ait réexamen pour nouveaux exportateurs, les marchandises en question doivent déjà être entrées sur le territoire douanier chinois.

Question D

La Chine pourrait-elle définir ce qui constituerait "un laps de temps raisonnable"?

Réponse

Au sens de l'article 48, on entend par "un laps de temps raisonnable", une période d'un an après l'entrée en vigueur du droit antidumping.

Question E

Si le MOFCOM ne procède pas à une vérification sur place ou autre pour certaines des entreprises interrogées parce qu'il est à court de ressources, cela signifie-t-il qu'il n'utilisera pas les données honnêtes et sérieuses soumises par ces entreprises? Dans l'affirmative, quelle sera l'information utilisée pour calculer les marges de dumping pour lesdites entreprises? Dans les cas où il sera à court de ressources, comment le MOFCOM choisira-t-il les entreprises interrogées à vérifier?

Réponse

En principe, le MOFCOM procède à une vérification sur place pour chacune des entreprises interrogées qui coopèrent. Dans la pratique, il choisit les entreprises interrogées qui feront l'objet d'une vérification sur place en fonction des circonstances propres à chaque cas. Dans des circonstances spéciales où il n'est pas possible de procéder à une vérification sur place, le MOFCOM peut employer d'autres moyens pour vérifier les données et les renseignements communiqués, qu'il utilisera s'il constate qu'ils sont dignes de foi.

Question F

La réglementation douanière chinoise permet-elle le dépôt d'un cautionnement et, dans l'affirmative, en quels cas? De plus, quand ces prescriptions en matière de constitution de garantie seront-elles notifiées?

Réponse

La réglementation douanière chinoise autorise le dépôt d'un cautionnement à titre de mesure antidumping provisoire. Conformément à l'article 29 de la Réglementation antidumping de la République populaire de Chine, c'est le Ministère du commerce qui décide du dépôt de cautionnements. L'Administration des douanes chinoise, quant à elle, informe les parties intéressées et met en application la décision.
